Regard sur le genre et les violences en milieu carcéral

Arnaud Gaillard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/1677>

DOI : [10.4000/revdh.1677](https://doi.org/10.4000/revdh.1677)

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Arnaud Gaillard, « Regard sur le genre et les violences en milieu carcéral », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 8 | 2015, mis en ligne le 23 novembre 2015, consulté le 18 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/1677> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.1677>

Ce document a été généré automatiquement le 18 juillet 2020.

Tous droits réservés

Regard sur le genre et les violences en milieu carcéral

Arnaud Gaillard

Introduction

- 1 L'institution prison en tant qu'espace géographique doté de pouvoirs par la loi, s'inscrivant au cœur de la structure d'un État, constitue un champ d'exercice de la vie en société. Cet univers est composé de contraintes, de prérogatives et de dimensions symboliques qui ne sont pas étrangères à la manière dont l'incarcération va être vécue, alternativement par les hommes et par des femmes. Parmi les mécanismes issus de l'enfermement carcéral, on remarque, à la manière d'une conséquence dont il est possible d'identifier des causes, une exacerbation de la violence, à la fois physique et mentale dont la géométrie opère selon une grammaire qui fait entrer la question du genre comme un élément axial. Parce qu'imputable au gardiennage d'individus dans un lieu clos et autoritaire, un espace de privations et de contraintes dans lequel le manque de l'altérité de genre est organisé comme un paramètre déduit du principe même de l'emprisonnement, la relégation carcérale draine un ensemble de conséquences perçues de façon différenciée selon qu'on est un homme ou une femme, selon qu'on préfère les hommes ou les femmes, mais aussi selon tout un ensemble de représentations parfois plus complexes, directement liées à une conception binaire de l'humanité séparée en deux genres (masculin et féminin) et en trois orientations sexuelles distinctes (hétérosexualité, homosexualité, bisexualité).
- 2 Invariablement et depuis sa création, la prison, en tant qu'institution punitive adoubée par une variété de régimes politiques, entérine le principe de l'enfermement comme une pratique organisée par la loi, dont l'effet premier consiste à séparer la société en deux entités spatiales, le dehors et le dedans, aux prérogatives opposées : la liberté et les entraves. Le processus de la contrainte pénale infligée aux « désobéissants », est mis en scène dans le projet de mettre à l'écart des individus qu'il s'agit d'extraire de la société du dehors pour les plonger dans l'univers clos du dedans, selon un système de

peine en théorie imaginé comme étant équivalent quel que soit le genre de la personne condamnée. C'est l'infraction que l'on considère et qui détermine, au regard de la loi, l'application d'une peine que l'on suppose identique pour tous les citoyens. En pratique, cette peine *générique* produit des violences différentes selon les genres, d'autant qu'il existe un invariant dans la majorité des prisons du monde, à savoir que la population carcérale féminine fait toujours figure d'exception puisque les femmes ne représentent qu'environ 5 % de la population pénale.

- 3 La question du genre est au cœur de la problématique de l'enfermement carcéral dès lors que l'institution fonctionne sur la différenciation des genres. L'incarcération reflète le postulat que la sentence pénale consiste notamment à rendre impossible, au sein de l'institution, l'union affective et sexuelle de ce que la société définit comme la valeur étalon d'un couple, c'est-à-dire le couple hétérosexuel. Comme une continuation du fonctionnement des internats, des chambres collectives d'hôpitaux, mais aussi de l'armée, l'institution carcérale est fondée sur la mise à distance des deux genres. L'impossibilité de l'autre genre fait partie des privations attendues de la punition. Ce paramètre conjugué à la rareté des femmes, induit une coloration genrée à la prison. N'en déplaise au genre du signifiant (une prison), le signifié est avant tout masculin. Les hommes gouvernent la prison où ils ont le devoir d'être homme, tandis que les femmes subissent un système-recette qui n'a pas été pensé pour elles.
- 4 Ce regard ici porté sur l'institution prison, est issu d'un travail sociologique mené entre 2005 et 2010, auprès d'une population de personnes détenues en longue peine (supérieur à 5 ans), d'abord dans le cadre d'une recherche portant sur la sexualité en prison¹ (terrain principal en France, terrain secondaire en Argentine), mais aussi à la suite d'une recherche sur les couloirs de la mort (Etats-Unis², République Démocratique du Congo et Burundi³). Pour mettre en valeur la question des violences institutionnelles liées au genre, cette analyse propose une réflexion miroir entre deux aspects particulièrement apparents, respectivement en détention homme et en détention femme. Cette communication se propose de distinguer les violences physiques ou mentales institutionnalisées en détention homme d'une part, on parlera alors de violences infra-genre (1) ; et les violences de l'institution (en tant qu'organe de pouvoir masculin) à l'encontre du genre féminin, on parlera alors de violence inter-genre (2). Cette approche s'appuie sur le fait que la question du genre est consubstantielle à l'institution prison définie intrinsèquement comme une institution monosexuée⁴, gouvernée culturellement, historiquement et pratiquement par une aura d'origine masculine.

I Les violences infra-genre en détention homme

- 5 La prison s'apparente à un *conservatoire de la masculinité*, en réponse à un sentiment de régression et de mise en péril des attributs virils définis par les hommes. La détention fonctionne selon un système de représentations auto-entretenues chez les hommes, dans lequel plusieurs fantasmes persistent à dominer : la puissance physique, le pouvoir de vaincre et de réparer les conséquences d'une situation de soumission, la sacralisation du rôle sexuel incarné par *le pénétrant*. Cet ensemble de représentations symboliques est chargé de porter les valeurs de la force, entendue comme un paramètre légitimé par le physique (le volume de l'enveloppe corporelle abondamment entretenu dans les salles de musculation de la prison), mais aussi par la personnalité

qui prend appui sur des éléments objectivables (voix, expérience, stature physique, muscles, etc.) pour mieux incarner des formes d'autorité. Les visions opérantes sont vécues comme étant « masculines » par opposition au genre féminin synonyme de faiblesse ou de fragilité. Il en va d'une définition genrée de la dignité, en l'occurrence exprimée comme une fierté à « rester soi », c'est à dire à faire survivre les attributs des hommes dans l'hostilité de la prison. Ce *conservatoire de la masculinité*, en écho à la « maison des hommes »⁵ définie par Maurice Godelier, est l'endroit où se conservent et s'entretiennent les attendus sociaux, symboliques et culturels, de la masculinité. C'est là où s'exacerbe un sentiment vécu par les hommes entre eux dès lors qu'ils ne sont plus, au cœur de cet univers monosexué, articulés au genre féminin.

- 6 Dans cet univers dominé par les hommes qui assoient leur autorité sur la loi du nombre, se constitue une alliance objective et informelle des hommes entre eux, chacun étant individuellement le représentant de la collectivité de genre. Comme un écho à la culture ambiante qui suppose que les héros sont des hommes⁶, se développe la nécessité de reconstruire des formes d'héroïsme là où la prison stigmatise l'échec. Dans les faits, les personnes détenues perdent toute connotation d'héroïsme dès l'instant où ces hommes sont soumis à une autorité extérieure sur laquelle ils n'ont qu'un pouvoir relatif. Tout ce qui va s'écarter des déterminants de la masculinité sera combattu, presque par devoir, à l'aide de violences physiques ou morales qui ne manqueront pas de s'appliquer de la même manière, entre prévisibilité et aléatoire, que les sanctions pénales dans la société du dehors.
- 7 En prison, « être homme » autant que « faire homme », apparaît comme une injonction non-négociable. L'autorité de cette posture est indépendante de l'autorité pénitentiaire. C'est une construction sociale interne à la prison dans la mesure où ça n'est pas la prison qui, dans son règlement intérieur, définit explicitement cette vision du monde. C'est une injonction *sui generis* qui mobilise le collectif des hommes à la manière d'une adhésion imposée de façon dictatoriale. Se pose alors la question de l'identité du dictateur. En réalité, il s'agit tantôt d'un individu (par exemple le « caïd » de l'unité), tantôt un groupe d'hommes soutenus implicitement par le collectif tout entier. Ce système ne fonctionne que parce qu'il est tenu par la loi du nombre⁷. Le nombre des hommes incarcérés par opposition au peu de femmes (personnel pénitentiaire ou femmes détenues) incarne l'autorité. Tout se passe comme si l'exacerbation des paramètres masculins était là pour répondre à un sentiment de régression : être en prison c'est avoir été mis en échec par les autorités policières et judiciaires, c'est être publiquement sorti du groupe. Il s'agit aussi de corriger un sentiment d'humiliation : l'infraction est d'abord une faute commise, l'arrestation et le jugement constituent la reconnaissance publique de la faute, et la soumission à l'autorité des murs génère la conscience de n'être plus rien, d'être dominé par une institution qui revêt le caractère d'une force anonyme, et d'être en position d'infériorité quand il s'agit de quémander un soutien extérieur dans les conditions restrictives et contrôlées du parloir. En prison, les hommes sont réduits à une vie ascétique qui entrave l'expression de leur puissance et le panache *idéellement* attribué à leur virilité. Ils sont réduits de fait et doivent trouver les moyens de racheter cette dégradation de leur propre image. Une image personnelle à l'échelle individuelle autant qu'une image de genre à l'échelle collective. On peut imaginer quelque chose de mystérieux dans cette nécessité observable chez les hommes réunis entre eux, d'appuyer leur besoin de reconnaissance à partir d'une mesure de soi qui fait que les

hommes n'ont de cesse de jauger leurs forces respectives, d'élaborer leur image individuelle à partir d'une reconnaissance collective de leur virilité. Additionné les uns aux autres, ces comportements individuels également observés à l'armée par Simone Buffard⁸, constituent une *meute de genre* dont l'objet consiste à protéger, comme par devoir, l'image fantasmée des attributs masculins.

- 8 Cette domination dont la force est légitimée par le nombre des hommes revendiquant le flambeau de l'hétérosexualité, incarne les standards du genre (caïds) par opposition aux sous hommes composés des pointeurs (délinquants sexuels) et des homosexuels. Cette attitude fait autorité dans la mesure où elle est définie comme un objectif commun et entretenue par la communauté des hommes sommés de se reconnaître, de près ou de loin, dans cette représentation. *A contrario*, les *sous hommes* sont exclus de ce mouvement. Ils sont les proies désignées sur lesquels va s'appliquer sans indulgence, la discipline des hommes par le biais d'un agrégat de violences symboliques ou concrètes, physiques ou morales. La détention homme fait le lit d'une intolérance excessive face à tout ce qui viendrait endommager l'image du mâle, c'est-à-dire de façon plus abstraite, invalider la toute-puissance des gardiens du phallus originel. L'endroit précis où cette violence opère se trouve particulièrement concentré autour des problématiques sexuelles, entendu au sens large, c'est-à-dire dépassant les approches génitales ou les pratiques sexuelles. En d'autres mots, les violences perpétrées s'attaquent à la sexualité factuelle, celle que l'on pratique, et à la sexualité connotée, celle qui s'exprime par des attitudes. Ce qui est en cause c'est l'homosexualité, celle que l'on pratique ou celle que l'on désire. Et s'il s'établit une hiérarchie de l'acceptable dans les comportements homosexuels, c'est pour mieux signifier qu'un homme reste un homme lorsqu'il pénètre.
- 9 Dans les faits, il s'avère que l'homosexualité carcérale est moins fréquente que l'homophobie. Celle-ci est garante de la loi interne implicite visant à interdire des *agirs*, à poser une menace pour limiter les occurrences de glissements vers lesquels les hommes seraient conduits à dégrader l'image collective par leur comportement individuel. L'homophobie agit aussi comme le correcteur du mythe du « savon ramassé sous la douche », une réputation propre à cette institution « où tout le monde s'enculerait ». L'homophobie carcérale doit donc être regardée comme un système de protection d'une conception de la virilité, perçue telle une valeur étalon dont il est particulièrement dangereux de s'écarter en détention. Pratiquée individuellement, l'homophobie relève également d'un comportement qui rassure ceux qui luttent pour sauvegarder une hétérosexualité devenue chancelante par le manque et l'oubli progressif de ce que représente l'altérité de genre dans une relation sexuelle. Cet engrenage repose sur un paradoxe, la peur (ou phobie) étant a priori un attribut de cette même faiblesse violemment combattue. Ainsi, l'institution prison impose avec violence, d'être homme parmi les hommes comme en atteste ces mots de Fabrice (détenu à Val de Reuil – 38 ans) : « *en prison, je dois me montrer plus viril que dehors* ». L'homophobie qui règne en prison agit comme une injonction officiellement adoubée par la communauté des détenus, de façon à forcer à ne pas être, à ne pas désirer et à ne pas pratiquer, pour mieux protéger la frontière normative de l'hétérosexualité. Ce concept est particulièrement exacerbé dans les prisons dès l'instant où elles abritent une clientèle des classes populaires particulièrement encline à la persistance des normes (Hoggart)⁹. L'homosexualité apparaît comme un fléau susceptible de contagion. Pratiquer l'homosexualité équivaldrait à *le devenir*, comme si l'acte sexuel était performatif jusqu'à provoquer un stigmat. Le *mal homosexuel* par opposition

sémantique et conceptuelle avec le *mâle homosexuel* y est facilement assimilable avec le *mal pédophile*. Dans cette micro société reconstituée à l'ombre des murs, la menace des violences homophobes agit comme une terreur lancinante. Elle comporte la promesse (ou l'illusion) d'un modèle de violence dissuasive à l'image de ce que l'on attend des sentences pénales vues du dehors. Le risque de la sanction judiciaire pour dissuader de la désobéissance à la loi au dehors, fait écho au risque de violences pour dissuader de la désobéissance à la norme hétérosexuelle au dedans. Pour autant, des violences homophobes sont aussi instrumentalisées pour pratiquer des relations homosexuelles, dans la mesure où violer un homme qui se laisse dégrader, c'est signifier qu'il est un *sous-homme* à qui le violeur va proposer sa protection en échange de nouvelles faveurs sexuelles. Viol et prostitution carcérales sont intimement liés au cœur d'un même genre. Ainsi, en prison, les hommes ont inventé la pratique de l'homosexualité sans être homosexuel, en proposant une définition de l'homosexualité à partir des rôles de pénétrant/pénétré, reflétant schématiquement la banalité des postures opposant les dominants aux dominés.

II Le genre féminin à l'épreuve du genre de la prison

- 10 En prison, l'identité de genre parmi les femmes ne semble pas dépendre d'une adhésion au groupe défini autour de pratiques sexuelles, celles que l'on peut assumer et celles qu'il vaut mieux dissimuler. Les femmes détenues attestent qu'elles jouissent d'une indépendance entre elles quant à la capacité à aimer ou à pratiquer ce qu'elles veulent à l'abri des diktats de la norme hétérosexuelle. L'homosexualité y est facilement vécue comme une pratique substitutive des rapprochements charnels devenus impossibles dans un univers monosexué. Il n'y a pas tant d'interrogation sur le sexe du partenaire, comme si les femmes détenues disposaient d'une capacité, presque évidente, pour s'adapter à la privation des hommes sans remettre en cause ni l'attendu social de leur féminité ni le reflet narcissique de leur genre. En détention femme, on n'identifie pas non plus, à l'inverse des hommes, la crainte de l'irréversibilité des pratiques homosexuelles. Le rapprochement entre femmes tente de répondre à une souffrance contemporaine ainsi exprimée par ce constat exprimé par Nanou (détenue à Bapaume – 54 ans) : « Ici, c'est dur de rester une femme parce qu'on ne sait pas pour plaire à qui ». Détachées des questions relatives au genre, les violences internes à la détention femme se fixeraient davantage sur des questions relatives à la possession, notamment la valeur possessive d'une partenaire, induite par des relations de couple qui naissent en détention. En revanche, l'institution elle-même impose aux femmes un régime autoritaire dont elles se sentent victimes comme s'il leur était demandé de payer le prix d'une punition qui n'est pas la leur. Dans le contexte d'une réflexion sur les violences institutionnelles liées au genre, la prison apparaît comme une institution de genre masculin, dans la mesure où elle a été majoritairement pensée par des hommes, de façon à protéger le respect de lois pénales principalement écrites et votée par des hommes, qui définissent les modalités d'une peine imaginée en réponse à la majorité des auteurs de désobéissances (pour rappel, la population carcérale est masculine à 95 %).
- 11 La question du genre s'imisce dans tous les interstices du système pénal. En s'intéressant aux discours que les femmes portent sur leurs trajectoires, on réalise combien l'incarcération constitue la dernière étape d'une chaîne continue de situations

dont le moteur est invariablement masculin. A bien y regarder de près¹⁰, les infractions commises par les femmes incarcérées découlent généralement de délinquances entreprises par des hommes. Le cerveau des affaires criminelles est fréquemment masculin. Les homicides (ou tentative) commis par des femmes sont souvent des manifestations de protection ou des expressions de vengeance à l'égard d'hommes dont elles ou leurs proches, ont été victimes. La délinquance des femmes oscille entre une complicité avec une entreprise délictueuse d'origine masculine, et une violence pratiquée par des femmes à l'égard d'hommes qu'elles choisissent d'éliminer comme on éradique un danger, passé, présent ou futur. Le processus d'arrestation et d'enquête, à l'heure de la rencontre avec le principe de réalité de l'autorité policière, est également coloré de masculin dans l'expression des entraves physiques. Et même si la magistrature et le monde judiciaire dans sa globalité, sont entrés dans un processus de féminisation, les procureurs qui accusent, les juges qui jugent, sont encore fréquemment des hommes. La prison elle-même, en tant qu'édifice sécuritaire a été conçue pour prévenir et contenir des violences avant tout masculines. La prison est avant tout un jeu de murs chargés de contenir le gardiennage des hommes. Gloria, une femme américaine (ex-détenue – Prison d'Etat, Californie – 69 ans) racontait n'avoir jamais pu voir l'image de son propre visage pendant les seize années de son incarcération car les miroirs des sanitaires étaient fixés à hauteur d'homme. Le règlement intérieur lui-même est écrit pour répondre aux désobéissances des hommes. Ainsi Françoise (détenue à la prison de Bapaume – 51 ans) se désolait de l'interdiction subite du parfum imposée à la détention femme, au motif que dans l'unité des hommes de la même prison, les parfums devenaient des boissons alcoolisées. Dans beaucoup d'établissements, les bijoux faits de métal ont également été interdits pour ne pas favoriser la tendance des hommes détenus dans le même établissement à transformer toute pièce métallique en arme potentielle.

- 12 Par indifférence pour la portion congrue qu'elles représentent dans la population pénale, les femmes se trouvent être les victimes collatérales d'une sévérité instituée par les hommes pour contrer les agissements d'autres hommes. Vécues comme des entraves (voire une mutilation) à la féminité, ces mesures sont la représentation d'un pouvoir genré dans son expression autant que dans son argumentation. Toute la machine judiciaire et pénale a été imaginée pour broyer, transformer, anéantir, amender, écarter, contenir, éliminer un signifiant unique : l'individu de sexe masculin. Que des femmes s'immiscent à un stade ou un autre du processus, qu'elles mettent un doigt dans les rouages de la pénalité, qu'elles en soient la cible directe ou qu'elles soient le support des éclaboussures qui ne manquent pas de s'échapper de cette mécanique pénale, leur statut est invariablement celui de l'impensé, du fortuit, de l'imprévu et de l'effet secondaire collatéral. Criminelles, avocates, épouses, mères de condamnés ou victimes, les femmes font face à cette réalité qui leur est imposée. Ces violences à l'égard des femmes détenues sont directement imputables à l'institution en ce qu'elle est : une structure d'enfermement autoritaire dont l'étanchéité est conçue pour dompter des hommes. Ces violences ne sont pas déduites de l'incarcération monosexuée comme chez les hommes quand il s'agit de tromper des angoisses autour d'une virilité en sursis. Elles sont le fait d'un régime qui s'est défini au regard du genre masculin. Ce qui conduit Philippe Combessie à conclure que « *la sous-représentation des femmes dans les prisons est préjudiciable aux détenues* »¹¹. Ainsi pensé, en l'occurrence en France, l'organisation carcérale est avant tout l'expression de la puissance et de l'autorité à travers un langage genré qui rappelle les mécanismes de domination de la

société du dehors. Dès lors que la prison est principalement pensée comme une institution coercitive dont on attend qu'elle protège la société contre des désordres majoritairement masculins (violences physiques, trafic illégaux, tentatives d'évasion), les signifiants qui lui sont rattachés constituent une expression d'intransigeance et de force. Les femmes condamnées puis incarcérées sont les actrices majeures d'une réalité dont elles sont tour à tour des témoins, des sujets décidants ou des victimes, autant de trajectoires qui s'autorisent autour de balises policières et judiciaires, invariablement dessinées par des hommes.

Conclusion : imaginer sortir de cette aporie

- 13 Autour des questions de genre, la prison est à l'origine de violences dont on peut supposer qu'elles entraînent des dommages à l'endroit même où l'on attend de l'institution une forme de réparation. Associé aux arguments humanistes sur lesquels se fondent une partie des critiques de l'usage de la prison, notamment autour des questions relatives à la dignité, le regard porté sur ces effets collatéraux de la violence institutionnelle, côté hommes et côté femme, incite à une utilisation parcimonieuse de l'enfermement carcéral. C'est l'orientation exprimée par les institutions nationales¹², Européennes¹³ et internationales¹⁴ lorsqu'elles recommandent que la prison ne constitue rien d'autre qu'une solution de dernier recours en matière pénale. L'argument idéologique inspiré par la réflexion sur les droits de l'homme, articulé à une approche pragmatique, pourrait constituer une base solide pour aider les sociétés à imaginer des politiques de déflation carcérale efficaces comme ce que l'on observe en Suède¹⁵ aujourd'hui. Ce qui suppose un courage politique tenace pour oser contredire des opinions publiques toujours plus promptes à imaginer une pénalité efficace et protectrice des « honnêtes gens » dès lors qu'elle est fondée sur la coercition, l'organisation de privations plurielles en lieu et place d'un cortège de souffrances tantôt méticuleusement, tantôt aléatoirement organisée. La réflexion sur les peines alternatives et sur les mesures de réinsertion sont invariablement associées à une forme d'*indulgence compatissante* à l'égard de la délinquance. C'est probablement parce qu'elles contiennent de la sévérité et des souffrances instillées, que les violences carcérales sont tacitement acceptées par la société du dehors. Dissocier la peine (dans sa vocation réparatrice et correctrice) de la coercition, constitue une réflexion majeure pour nos sociétés dès lors que nous ambitionnons un mécanisme de pénalité plus juste et plus efficace dans le respect des droits fondamentaux. A l'inverse, garder les yeux à demi fermés sur les violences générées par l'incarcération, participe de la mise à l'écart d'un problème que l'on préfère ne pas rencontrer, une relégation symbolique à l'échelle du sensible comme un écho à la relégation géographique des établissements pénitentiaires.

NOTES

1. Arnaud GAILLARD, *Sexualité et prison – désert affectif et désirs sous contrainte*, Max Milo, Paris, 2009.
2. Arnaud GAILLARD, *999 Au cœur des couloirs de la mort*, Max Milo, Paris, 2011.
3. Arnaud GAILLARD, « Les couloirs de la mort au Burundi » in *La peine de mort dans la région des Grands Lacs*, éditions ECPM, Paris, 2008.
4. C'est pourquoi, dans ce travail, nous qualifions la détention d'univers monosexué, pour désigner la non-mixité de l'enfermement. En tout état de cause, nous avons choisi ce terme de préférence par rapport à « unisexué » qui désigne en biologie et en botanique le fait de n'avoir qu'un seul sexe, ou à l'expression « non-mixité » qui élude de fait la présence des deux sexes en détention, ce qui vient contredire la présence récente et accrue du nombre de femmes au sein de l'institution (surveillantes, personnel médical, enseignant, social). Tandis que le mot monosexué fait à la fois référence à une sexualité solitaire, et à l'unicité de genre dans les occurrences sexuelles d'un rapport partagé ou d'une excitation fantasmée.
5. En référence à la « maison des hommes » définie par Maurice Godelier dans son étude anthropologique sur les Baruyas - A ne pas confondre avec la maison où « se font les hommes », tel que le service militaire. Maurice GODELIER, *La Production des Grands Hommes : Pouvoir et domination masculine chez les Baruyas de Nouvelle-Guinée*, Fayard, Paris, 1982.
6. D'un point de vue sémantique, il faut noter que le signifiant « héros » ne s'accorde pas au féminin dans la langue française.
7. Dans le centre de détention de Caen (France), le pouvoir de la loi du nombre se trouve inversé dans la mesure où la prison renferme une grande majorité (80 %) de délinquants sexuels, d'homosexuels affirmés, de travestis et de transgenres. Cette population est indistinctement qualifiée de déviante par opposition aux valeurs de virilité. Parce qu'ils sont majoritaires, c'est eux qui sont légitimes pour édicter une loi particulièrement tolérante à l'égard de toute forme de sexualité ou d'apparence de genre. L'homophobie n'est plus qu'une arme désamorcée dans les mains des 20 % « d'hommes virils » qui n'ont d'autres manières d'exprimer leur violence que par des insultes ou du dédain.
8. « Les ravages (...) sont plus importants que ceux qui ont pu être constatés chez d'autres collectivités masculines comme l'armée ou les camps de prisonniers de guerre, car ici il n'y a pas seulement privation du pénis mais destruction du phallus ; le phallus étant le symbole de la puissance, le prisonnier se définit tout entier par l'absence de phallus, il est celui à qui le pouvoir a été retiré, celui qui est à tout instant sous le pouvoir d'autres hommes ». *Le Froid pénitentiaire, L'impossible réforme des prisons*, éditions du Seuil, collection "esprit", Paris, 1973, page 47.
9. Richard HOGGART, *La culture du Pauvre*, éditions de Minuit, Paris, 1970.
10. Cette observation tient compte du terrain analysé : femmes détenues en « longue peine » (supérieur à 5 ans) dans des Centres de détention.
11. Philippe COMBESSIE, *Sociologie de la prison*, éditions La Découverte, collection Repères, Paris, 2001, page 32.
12. « La loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 a affirmé qu'en matière délictuelle, les peines d'emprisonnement sans sursis ne doivent être prononcées qu'en dernier recours et que l'aménagement des peines doit être privilégié dès lors que les critères d'octroi sont réunis. » Loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009.
13. « La privation de liberté devrait être considérée comme une sanction ou une mesure de dernier recours et ne devrait dès lors être prévue que lorsque la gravité de l'infraction rendrait toute autre sanction ou mesure manifestement inadéquate ». Annexe à la Recommandation n° R

(99) 22 - Chapitre 1. Council of Europe Penitentiary Questions : Conventions, Recommendations and Resolutions.

14. Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners – Part II, 58. Adopted by the First United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders, held at Geneva in 1955, and approved by the Economic and Social Council by its resolutions 663 C (XXIV) of 31 July 1957 and 2076 (LXII) of 13 May 1977.

15. Olivier TRUC, « En prison, les prisons mettent la clef sous la porte », Le Monde Magazine (M), 22 novembre 2013.

RÉSUMÉS

La prison constitue un champ d'exercice de la vie en société dans lequel les violences exacerbées opèrent selon une grammaire de représentations qui fait entrer la question du genre et de l'orientation sexuelle comme deux éléments déterminants. En détention homme, on parlera de violences infra-genre par lesquelles les hommes démontrent par l'homophobie le besoin de faire triompher une image fantasmée de la virilité. En détention femme, on parlera de violences inter-genre exercées par l'institution en tant qu'elle constitue un organe de pouvoir créé par et pour des hommes, infligé aux femmes par indifférence pour la portion congrue qu'elles représentent dans la population pénale.

Prison constitutes a field of practice for living in society in which exacerbated violence operates according to a grammar of representations that brings together gender and sexual orientation as two key elements. In male detention, one can observe infra-gender violence made of homophobia through which men demonstrate their need to overcome a fantasized image of virility. On the side of woman, it is more about inter-gender violence due to the institution itself viewed as a power body designed by and for men, inflicted on women by disregard to the low ratio they represent in the global prison population.

INDEX

Keywords : prison, gender, violence, homophobia, institutional violence, virility, infra-gender, inter-gender, penal

Mots-clés : prison, genre, violences, homophobie, violences institutionnelles, virilité, infra-genre, inter-genre, pénal

AUTEUR

ARNAUD GAILLARD

Arnaud Gaillard est sociologue et réalisateur de documentaires. Après une formation juridique axée sur les droits de l'homme et les études juridiques étrangères, ses travaux de recherche portent sur les mécanismes de pénalité, les droits fondamentaux et les représentations de la

sexualité à partir de terrains internationaux. Il enseigne à l'Université Paris 5 Sorbonne et travaille actuellement sur l'analyse sociologique des contenus digitaux.